

M. Lalonde, membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table.—Copies, en français et en anglais, d'un document de travail intitulé «Nouvelle perspective de la santé des Canadiens». (Document parlementaire n° 292-4/68).

M. Marchand (Langelier), membre du Conseil privé de la Reine, dépose sur la Table.—Copies, en français et en anglais, de la troisième partie de l'Étude des transports publics de la région centre-ouest de l'Ontario—comté de Bruce par la Commission canadienne des transports en date de février 1974. (Document parlementaire n° 292-4/65A).

M. Chrétien, appuyé par M. MacEachen, dépose, avec la permission de la Chambre, le Bill C-31, Loi modifiant la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien, qui est lu une première fois, l'impression en est ordonnée et la deuxième lecture en est fixée à la prochaine séance de la Chambre.

Le texte du message et de la recommandation du Gouverneur général imprimé en conformité des dispositions du paragraphe (2) de l'article 62 du Règlement, au sujet du bill précité se lit ainsi:

Son Excellence le Gouverneur général recommande à la Chambre des communes une mesure modifiant la Loi sur la Commission d'énergie du Nord canadien de façon à porter de trois à cinq le nombre des membres de la Commission et à pourvoir à leurs frais; et de façon à apporter, de la façon suivante, des modifications à l'administration financière et aux pratiques bancaires de la Commission.

En conformité des dispositions de l'article 39(4) du Règlement, les quatre questions suivantes sont transformées en ordres de dépôt de documents, savoir:

N° 158—*M. Forrestall*

A l'heure actuelle, combien de femmes sont employées en vertu de la Loi sur l'emploi dans la Fonction publique à un salaire supérieur à \$25,999 par année et, a) quel est leur nom, b) quel poste occupent-elles? (Document parlementaire n° 292-2/158).

N° 248—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelles sommes le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien a-t-il consacrées annuellement à la publicité et/ou à l'information?

2. Quels sont le nom et l'adresse des entreprises et des particuliers auxquels on a adjugé ces contrats, quelles sommes a-t-on dépensées dans chaque cas et quel était le but de chacun des contrats?

3. Dans le cas des dépenses faites à des fins de publicité et/ou d'information par la division de la publicité ou de l'information du ministère, quels étaient, dans chaque cas, la somme en cause et le but de la dépense? (Document parlementaire n° 292-2/248).

N° 278—*M. Nystrom*

1. Au cours des années financières 1972-1973 et 1973-1974 à ce jour, quelle somme totale le ministère de

l'Industrie et du Commerce a-t-il consacrée annuellement à des contrats adjugés à des personnes et à des organismes de l'extérieur à des fins de recherche, de développement et pour d'autres services consultatifs?

2. Quels sont le nom et l'adresse de ces personnes et organismes de l'extérieur et quelles sommes étaient en cause dans chaque contrat?

3. Quels étaient le but de chacun des contrats et le titre de chacun des rapports soumis? (Document parlementaire n° 292-2/278).

*N° 457—*M. Rynard*

1. Combien de médecins, par province, au 1^{er} janvier 1974, pratiquaient effectivement la médecine au Canada a) à plein temps, b) à temps partiel?

2. Quel est, par province, le nombre de spécialistes et d'omnipraticiens au Canada?

3. Combien de médecins font de la recherche a) à plein temps, b) à temps partiel?

4. Combien de médecins enseignent la médecine dans les facultés a) à temps partiel, b) à plein temps?

5. Combien de médecins occupent, dans chaque province, des postes administratifs a) au gouvernement fédéral, b) aux gouvernements provinciaux?

6. Combien de médecins occupent, dans chaque province, des postes administratifs a) dans l'industrie, b) dans des compagnies d'assurance? (Document parlementaire n° 292-2/457).

M. Reid, secrétaire parlementaire du président du Conseil privé, dépose la réponse aux ordres susdits.

Il est donné lecture de l'ordre portant deuxième lecture et renvoi au Comité de la justice et des questions juridiques du Bill C-29, Loi modifiant la Loi relative aux enquêtes sur les coalitions en ce qui a trait aux pratiques abusives.

M. Gray, appuyé par M. MacEachen, propose.—Que ce bill soit maintenant lu une deuxième fois et déferé au Comité permanent de la justice et des questions juridiques.

Il s'élève un débat;

Modifications de la composition des comités

Avis ayant été communiqué au Greffier de la Chambre des communes suivant les dispositions de l'article 65(4) b) du Règlement, la liste des membres des comités est modifiée, ainsi qu'il suit:

MM. McKinnon et Reynolds en remplacement de MM. Fraser et Munro (Esquimalt-Saanich) sur la liste des membres du Comité permanent des pêches et des forêts.

MM. MacInnis (Cape Breton-East Richmond) et Muir en remplacement de MM. Kempling et Neil (Moose Jaw) sur la liste des membres du Comité permanent de l'expansion économique régionale.

M. Barnett en remplacement de M. Nelson sur la liste des membres du Comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale.